

derniers écrits, préconisé l'instauration pacifique — pour éviter le communisme de guerre — d'une pareille forme économique, afin de préparer l'entrée du prolétariat dans la nouvelle Icarie. Mais tant O. Bauer que L. Laurat — particulièrement ce dernier, qui se présente comme un « authentique marxiste » — n'ont dépassé le stade des banalités. H. De Man, lui, éprouve le besoin de justifier l'économie mixte au nom d'une interprétation « profonde » de la notion de la propriété, car « le socialisme n'est nullement l'ennemi de la propriété, il est seulement l'ennemi d'un régime comme celui du capitalisme industriel qui, en séparant la propriété et le travail, assujettit les classes travailleuses à l'exploitation et à l'oppression par ceux qui détiennent leurs moyens de production ».

Le fait essentiel contre lequel s'élèverait le socialisme serait, selon De Man, la séparation, introduite par le capitalisme, entre les travailleurs et la propriété de leurs moyens de production d'un part, et les valeurs produites par leur travail d'autre part. Cette opposition expliquerait la « valeur morale » de l'expression de Marx concernant la socialisation : expropriation des expropriateurs, car Marx n'a pas manifesté son hostilité à la « propriété en général », mais à un régime « aliénant l'homme par rapport aux objets dont il se sert pour travailler et aux biens que son travail fournit ». En somme, l'opinion que De Man veut mettre en avant et pour laquelle il déclare ouvertement se séparer de « Marx ou du moins de la plupart des marxistes » est la suivante : il faut attacher plus d'importance à la nature différente des revendications socialistes qu'impose l'application des principes de Marx concernant la propriété, « aux branches de la production qui n'ont encore été entraînées et qui ne le seront peut-être jamais dans l'orbite de l'industrialisation, de la concentration des entreprises et de la transformation des producteurs en prolétaires dépossédés ». C'est pourquoi, aujourd'hui, l'expropriation des expropriateurs ne peut signifier que « la transformation des monopoles privés en services publics, tout en adaptant dans le secteur non monopolisé les solutions juridiques du problème de la propriété au degré et aux modalités de l'évolution économique dans ce secteur ». Ou, en d'autres termes, « nationaliser là où existent des monopoles, orienter le capitalisme là où il évolue encore par la concurrence, par les moyens d'économie dirigée et là où le capitalisme a laissé subsister l'unité de la propriété et du travail, maintenir et fortifier cette unité ».

Il est vrai que Marx disait que le « caractère distinctif du communisme n'est pas l'abolition de la propriété en général, mais l'abolition de la propriété bourgeoise ». Par conséquent, pour lui, le problème ne se posait pas d'être, ou non, ennemi de la propriété privée, mais surtout de saisir le caractère évolutif de cette notion : la transformation de son caractère personnel en social, la disparition de son caractère de propriété de classe en propriété collective. Mais toutes les démonstrations de De Man ont pour but de transformer la thèse de Marx, quant au produit social que représente le capital, — donc la propriété bourgeoise, — produit se maintenant et s'accroissant grâce au travail nouveau des prolétaires, et quant à la contradiction entre le caractère personnel que lui maintient la bourgeoisie et le caractère social que veut lui donner le prolétariat en un simple problème de moralité qui fait du socialisme un ennemi de « l'aliénation de l'homme par rapport aux objets dont il se sert pour travailler et aux biens que son travail produit ». Grâce à cette transformation « morale » du socialisme, De Man peut tranquillement démontrer que le socialisme, non seulement protégera le petit producteur, mais fera tout pour le maintenir (1), car, selon sa morale, le petit producteur n'étant aliéné à personne et partant notre moralité satisfaite, il peut subsister. Ainsi, toujours avec ce nouvel évangile, il sera possible, dans le secteur non monopolisé, de réduire l'aspect moral de l'exploitation de l'homme par l'homme pour satisfaire les principes socialistes concernant la propriété.

Mais le marxisme n'a rien à voir avec ces sornettes bibliques. Marx, déjà en 1848, alors que sa pensée se cristallisait, dans quelques notes retrouvées par Ria-

(1) Nous renvoyons nos lecteurs à la citation extraite d'une étude de De Man dans le Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, publiée par nous dans le numéro 4 de « Bilan » où il s'efforça de démontrer l'impossibilité d'une lutte des petits producteurs contre le monopole et par là l'impossibilité de leur maintien. Mais De Man ne craint pas de se contredire...

zanov, disait : « le communisme, comme l'abolition positive de la propriété privée, considérée comme la séparation de l'homme de lui-même (c'est-à-dire l'aliénation réelle de la personnalité humaine, N. D. L. R.), donc le communisme comme l'appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme, donc comme retour de l'homme à lui-même en tant qu'homme social, c'est-à-dire l'homme humain, retour complet conscient et avec le maintien de toute la richesse du développement antérieur ». (Revue Marxiste, 1927). Marx entrevoyait, à cette époque, la notion du communisme non comme une protestation contre un mode déterminé d'appropriation individuelle, mais bien comme une phase supérieure du développement historique supprimant toutes les antinomies à l'intérieur de la société, faisant de l'être un être social conscient, dominant les forces de production et, par là, la nature elle-même. Par après, Marx, dans le « Manifeste des Communistes », dans les derniers chapitres du premier tome du « Capital », a suffisamment détaillé sa pensée concernant la propriété privée pour qu'il nous soit permis de ne pas insister à ce sujet. Ainsi, par exemple : « Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette proposition unique : abolition de la propriété privée ». (« Manifeste Communiste »). La possibilité de cette abolition découle du fait « que les forces productives dont la société dispose ne favorisent plus le développement des conditions de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces conditions qui se tournent en entraves ». Le communisme vise à une libération de toute l'humanité de la sujétion aux forces économiques et à la nature. Le petit producteur, à qui De Man promet le respect de « son unité économique » reste, en fait, non seulement un anachronisme économique, mais un esclave (séparé de l'ensemble de la collectivité) lié aux forces économiques. Parce qu'il vise pareil but, au lieu de préserver le petit producteur, le communisme ne peut qu'entraîner sa fin, comme celle de tous les anachronismes, mais dans des conditions infiniment plus favorables que sous le régime capitaliste, conditions qui lui donnent l'assurance de voir l'Etat prolétarien garantir son existence comme celle de tous les salariés. Une fois établie la distinction entre la nécessité morale du plan et les nécessités du développement des forces économiques et sociales, il nous sera possible de dire quelques mots des « branches de la production qui ne seront peut-être jamais entraînées dans l'orbite de l'industrialisation, de la concentration des entreprises et de la transformation des producteurs en prolétaires ».

Manifestement, et De Man d'ailleurs le proclame, il s'agit là d'un ressuscitement des idées de Bernstein concernant les classes moyennes. Pourtant, il a été établi par Kautsky et R. Luxembourg en particulier, que l'importance économique de ces dernières, même lorsque les statistiques accusent un accroissement numérique, diminue en fonction même du développement de la concentration des industries. Ainsi, R. Luxembourg disait : « la lutte des entreprises moyennes contre le grand capital ne doit pas être considérée comme une bataille régulière où les troupes de la partie la plus faible fondent de plus en plus, mais plutôt comme un fauchage périodique des petits capitaux qui repoussent toujours rapidement pour être fauchés de nouveau par la grande industrie. Des deux tendances (ascendante et descendante) qui jouent à la balle avec les classes moyennes capitalistes, c'est, en fin de compte, la tendance descendante qui l'emporte contrairement au développement de la classe ouvrière. Mais il n'est pas indispensable que cela se manifeste dans la diminution numérique absolue des entreprises moyennes, mais, premièrement, dans l'augmentation progressive du capital minimum nécessaire au fonctionnement des entreprises dans les anciennes branches de la production, deuxièmement, dans la diminution constante de l'intervalle de temps pendant lequel les petits capitaux conservent l'exploitation des nouvelles branches de la production ». (Réforme ou Révolution ?).

Ce que l'on pourrait évidemment affirmer, c'est que la survivance du petit capital — jouant souvent le rôle d'avant-garde technique du gros capitalisme — découle des hauts et des bas du capitalisme dans son ensemble et que sa disparition n'est possible qu'avec celle du capitalisme lui-même. Dans ce cas, l'on démontrerait tout bonnement le désir du plan de laisser intact le système économique de la bourgeoisie et rien de plus.